

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



À quoi servent les revues?

Francine Bordeleau

Number 72, Winter 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/38265ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Productions Valmont

ISSN

0382-084X (print)

1923-239X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bordeleau, F. (1993). À quoi servent les revues? *Lettres québécoises*, (72), 10–13.

À quoi servent les revues ?

POUR PEU QU'ON LES EXAMINE FROIDEMENT, les chiffres du ministère de la Culture du Québec ont de quoi laisser songeur. En 1990-1991, année des plus récentes données disponibles, les 37 périodiques culturels alors subventionnés par l'État québécois avaient un tirage moyen de 2 475 exemplaires par numéro. Après *Vidéo-Presse* qui, avec ses 26 000 exemplaires par numéro, est sans contredit la plus « populaire » des revues subventionnées, ce sont notamment *Québec français*¹, (8 000 exemplaires), *Vie des Arts*, *Continuité*, *Nuit blanche* et *Lettres québécoises* (avec, pour ces 4 dernières, des tirages variant entre 5 000 et 6 000 exemplaires) qui réalisent les meilleures performances. Jean-Paul Baillargeon, chercheur au Centre d'études sur les médias de l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), a effectué une plongée au sein de cet « univers des revues savantes et culturelles, quasi ignoré du grand public » : « Leur nombre ne doit pas dépasser 100 titres et leur tirage global serait d'au plus 140 000 exemplaires². »

Cent revues culturelles et savantes au Québec : de toute évidence c'est beaucoup trop pour quelqu'un comme Pierre Vennat, journaliste affecté aux pages littéraires du quotidien *La Presse*. Dans un article intitulé « Ces revues pour l'élite que l'on commande » et paru le 22 août 1993, il écrivait :

Le nombre de ces revues, dont plusieurs finissent par aboutir sur les bureaux des journalistes qui bien souvent, eux aussi, y perdent leur latin tant leur langage est hermétique, est considérable. Quel gâchis !

Mais ce qui semble encore davantage scandaliser M. Vennat et son collègue Claude Marcil, qui avait ouvert le bal quelques semaines auparavant, c'est que ces revues

se trouvent en pratique à n'ouvrir leurs colonnes qu'à des érudits, en plus d'employer un vocabulaire que M. Tout-le-Monde ne comprend pas, tout en demandant à tous, y compris les analphabètes, de les commanditer via leurs impôts.

Air connu — « Ça n'est pas d'hier qu'on demande aux revues de rapporter à l'État et d'avoir les tirages d'*Elle Québec* », remarque Hélène Girard, présidente de la Société de développement des périodiques culturels (SODEP). Mais d'une logique discutable. Parce que s'il ne fallait subventionner que ce qui peut servir à tous, ou à la majorité des « M. Tout-le-Monde », on ne subventionnerait plus rien. Parce que le prix à payer pour les revues culturelles et savantes québécoises est dérisoire : 0,22 \$ par habitant et par année³, soit moins de un quart de dollar ! Cela sans compter que le Conseil des Arts du Canada vient d'amputer de 10 % l'enveloppe de 800 000 \$ qui était dévolue l'an dernier aux revues culturelles francophones. Et enfin parce que ces revues sont des publications spécialisées qui s'adressent

donc à des lecteurs spécialisés aussi. « On ne peut pas écrire pour le lecteur du *Journal de Montréal* », dira, au risque de paraître méprisant, Yvan Simonis, membre du comité de rédaction d'*Anthropologie et Société*. Ne pas comprendre cela, « c'est faire preuve d'anti-intellectualisme », renchérit André Thibault, membre du comité de rédaction de *Possibles*. Et c'est montrer son ignorance du rôle des revues⁴.

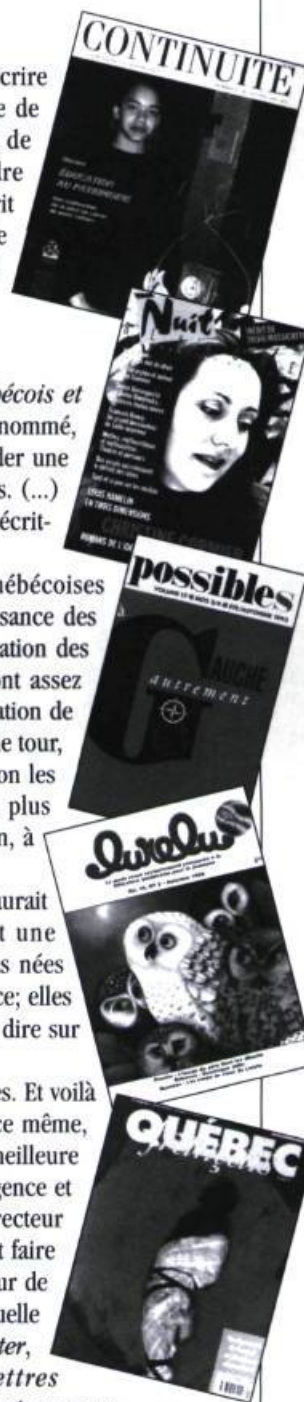
L'espace des intellectuels

Dans *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues* (PUL, 1993), un ouvrage qui tombe à point nommé, la sociologue Andrée Fortin tente de définir ce rôle. « Fonder une revue, voilà le mode d'expression privilégié des intellectuels. (...) Fonder une revue est l'acte intellectuel par excellence », écrit-elle.

La sociologue rappelle que les premières revues québécoises apparaissent vers 1880, quelques décennies après la naissance des grandes universités; autant dire que, dès après la structuration des institutions du savoir — dès lors que ces institutions sont assez solides pour produire une classe intellectuelle —, la fondation de revues constitue une étape presque naturelle. Vient ensuite le tour, 20 ou 30 ans plus tard, des revues « culturelles », comme on les appelle aujourd'hui faute de mieux : les revues ne sont plus l'apanage des universitaires et servent aussi à une réflexion, à un discours critique sur la société.

Entre 1900 et 1949, le Québec de la grande noirceur aurait engendré pas moins de 52 revues culturelles (dont une quarantaine de « revues d'idées »). Elles ne sont donc pas nées dans les années soixante-dix, à la faveur de l'État-providence; elles sont nées dès que des intellectuels ont eu quelque chose à dire sur le monde, leur société et leur culture.

Lieux d'intellectuels : voilà ce que sont d'abord les revues. Et voilà ce qu'elles doivent rester. « Élitistes » (eh oui !) par essence même, les revues n'ont pas à être plus « accessibles », mais de meilleure qualité. À être, et à rester « des lieux de réflexion, d'intelligence et d'analyse », comme le revendique Lamberto Tassinari, directeur de *Vice Versa*. « Notre vocation ? Réfléchir sur le cinéma et faire des analyses critiques poussées », dit Claude Racine, directeur de *24 images*. En remplaçant « cinéma » par la discipline à laquelle chacune se consacre — arts visuels pour *Parachute* et *Inter*, théâtre pour *Jeu*, littérature pour *Nuit blanche*, *Lettres québécoises*, *Voix et images* notamment, sciences humaines pour *Spirale*, etc. —, on a là la raison d'être de la plupart des revues. « Mais il ne faut pas s'attendre à ce que des gens qui se sont demandé si Paul Gobeil ferait un bon Premier ministre applaudissent des publications qui s'affichent comme lieux d'analyse et de critique », lance André Thibault.





Le rôle des revues «savantes» est plus spécifique encore. «Elles sont des lieux de fermentation et de développement des idées, en plus de servir à la promotion et à la représentation de ce qui se fait dans les universités», estime Yvan Simonis. Autrement dit, «leur rôle consiste en la diffusion du savoir», comme le précise Robert Dion, directeur de *Tangence*.

Tangence est, pour reprendre le mot de M. Dion, la «vitrine» du Département de littérature de l'Université du Québec à Rimouski, tout comme *Anthropologie et Société* est celle du Département d'anthropologie de l'Université Laval, *Voix et images*, celle du Département d'études littéraires de l'UQAM, *Protée*, celle de l'Université du Québec à Chicoutimi...

Les revues universitaires — ou «savantes» — servent à exposer des résultats de recherche, à avancer des hypothèses, à démontrer ou à infirmer des théories... On y écrit non pas pour «M. Tout-le-Monde», en effet, mais pour les pairs. «Ces revues pour l'élite que l'on commande» ont comme premier objectif de faire avancer la science, non pas de la vulgariser : partout dans le monde la chose semble entendue, partout dans le monde on trouve normal que ces revues, qui traitent de sujets ultra spécialisés, «n'ouvrent leurs colonnes qu'à des érudits», comme s'en indignait encore M. Vennat. Sauf ici, apparemment.

«Ces revues attirent forcément des publics restreints», dit Jean-Paul Baillargeon. Restreints jusqu'à quel point ? *Anthropologie et Société* a un tirage moyen de 1 000 exemplaires par numéro (dont 750 abonnements); *Tangence* a un tirage de 500 exemplaires, et autour de 125 abonnés... Mais pour des revues savantes, de tels tirages sont loin d'être en deçà de la norme.

Les conditions des subventionneurs

Un tirage de 500 exemplaires au moins, c'est la grande condition à laquelle une revue culturelle doit satisfaire pour obtenir une subvention du ministère de la Culture du Québec (les autres étant d'exister depuis un an et d'avoir produit trois numéros). Ne reconnaît-on pas ainsi implicitement que les revues sont condamnées à avoir peu de lecteurs ? En passant, cela ne semble guère scandaliser un pays comme la France. L'automne dernier, *Le Monde diplomatique* (dans *Manière de voir* 19 : «L'Agonie de la culture ?», septembre 1993) se réjouissait de l'accroissement sensible du lectorat des revues, la plupart d'entre elles ayant désormais un tirage variant entre 5 000 et 15 000 exemplaires. Pour un pays de 56 millions d'habitants ! Et encore parlait-on des grandes revues à caractère international, les *Tel Quel*, *Esprit*, *Les Temps modernes*, *L'Infini*, *Le Serpent à plumes* diffusées dans les librairies de tous les pays de la francophonie. Voulant en avoir le cœur net, Hélène Vachon et André Vanasse, le directeur de *Lettres québécoises*, réalisaient, il y a quelques années, une étude sur les

revues; et découvraient que les publications plus «régionales» — celles qui ne sortent pas de la France — n'ont guère plus d'abonnés qu'ici, c'est-à-dire entre 400 et 600.

Remarquez qu'avant l'apparition des subventionneurs, ou plutôt avant la mode du discours comptable appliqué à n'importe quoi, la question du tirage des revues ne semblait guère à l'ordre du jour. C'est ainsi que sont nées, portées par les préoccupations esthétiques, artistiques ou politiques du temps, *Vie des Arts* (1956); *Liberté* (1959); *Voix et images*, *Recherches amérindiennes*, *Critère* et *Protée* (1970); *Québécoises deboutte !* (1972); *Parachute* (1975), qui défend «l'art de recherche», «révélateur d'idéologies contemporaines ou du cheminement historique auquel nous sommes confrontés»; *Estuaire*, *Possibles*, *Lettres québécoises*, *Cahiers de théâtre Jeu* (1976)... Viendront ensuite les *24 images*, *Spirale*, *Nuit blanche*, *Espace*, *Ciel Variable*, *Inter*, *Le Sabord*, *Vice Versa*, *Moebius* et d'autres encore, en majorité des revues «artistiques». On constate ainsi que le discours intellectuel se déplace : les revues d'idées ont connu leur «âge d'or» entre 1917 et 1949, comme le remarque Andrée Fortin; à partir des années soixante-dix prolifèrent les revues consacrées à la critique et à la création.

Dans la foulée (en 1978), le ministère de la Culture du Québec instaure un programme d'aide financière destiné à «favoriser l'émergence de revues culturelles québécoises», explique Hélène Vachon, la responsable du programme. Celui-ci aurait-il trop bien marché ? «La vraie question n'est pas : y a-t-il trop de revues culturelles ?, mais plutôt : est-ce qu'on en subventionne trop ?» précise Mme Vachon.

Alors comment choisir ? «Peut-être en ne commençant à subventionner que les revues tirant à 1 000 exemplaires au moins», suggère-t-elle. Si tel était le cas, il faudrait dès lors dire adieu à une revue comme *Estuaire*, qui tire à 500 exemplaires. Mais qui est, de par sa vocation — «revue de création consacrée exclusivement à la poésie, *Estuaire* publie des auteurs connus, mais veut aussi faire découvrir de jeunes auteurs», résume son directeur Jean-Paul Daoust —, pratiquement condamnée à n'atteindre jamais qu'un lectorat très restreint. Or, les revues de création sont importantes dans la mesure où elles constituent des «bancs d'essai» pour la relève littéraire et sont souvent le seul moyen, pour les jeunes auteurs, d'obtenir un discours critique sur leurs œuvres.

Dire qu'on subventionne trop de revues, c'est dire qu'il y a trop de revues, ou que certaines ne méritent pas d'aide financière. «Une chose est sûre, en tout cas : le nombre de périodiques culturels ne correspond pas à la demande», soutient Lamberto Tassinari.

Le vrai problème est ailleurs, pense Gilles Arteau, animateur du centre d'artistes Obscure, à Québec. «Il faudrait plutôt dire que certains magazines culturels sont sous-subsidés, et d'autres, sur-subsidés.»

À quoi servent les revues ?

Les revues savantes dépendent du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (mieux connu sous le sigle FCAR) et des universités. Les magazines culturels (et quelques revues savantes) sont subventionnés par le ministère de la Culture du Québec (MCQ), qui dispose d'une enveloppe globale de 660 000 \$; par le Conseil des Arts du Canada (CAC); et enfin par le Conseil des Arts de la Communauté urbaine de Montréal (CACUM), la Commission d'initiative et de développement culturels de la Ville de Montréal (CIDEC) et le Bureau des arts et de la culture de la Ville de Québec (BAC) qui aident certains des magazines de leur territoire respectif. De cette course à la subvention, *Parachute* et *Vie des Arts*, qui reçoivent respectivement autour de 185 000 \$ et 165 000 \$, sortent grands gagnants. Mais ici on se défend bien de jouir de quelconques privilèges : la production d'un magazine d'arts visuels coûte cher, et les organismes subventionneurs ont la gentillesse de le reconnaître.

D'autres critères influent sur le montant des subventions. Ainsi, à Ottawa, on tient compte du contenu rédactionnel et graphique, du «positionnement» du magazine par rapport à ses semblables, de la gestion financière et on détermine si le magazine a atteint les objectifs qu'il s'est lui-même fixés. Les subventions du ministère de la Culture du Québec sont accordées en fonction de la qualité et de la pertinence de la revue, des efforts de diffusion et de promotion, de la gestion (plan de développement, plan de redressement...). À Québec et à Ottawa, les magazines sont évalués par des jurys.

Grandeurs et misères des revues

Selon le journaliste Claude Marcil, les organismes subventionneurs ont oublié au moins un critère : en quoi le magazine est-il utile au milieu concerné ?

M. Marcil est de ceux qui sont profondément choqués par le vocabulaire de certaines revues.

Le vocabulaire nécessaire à telle ou telle science est une chose; le langage ampoulé qui jette de la poudre aux yeux en est une autre. On se demande finalement s'il existe un jargon obligatoire dans les périodiques subventionnés par les contribuables.

On pense d'emblée à un magazine comme *Parachute*. Dans son numéro d'hiver 1993, où nous sommes «physiquement et métaphoriquement amenés à réfléchir (...)», on lit par exemple :

La complexité de l'expérience des installations de Jocelyne Allouche dé passe donc l'entendement d'un sujet cognitif appréhendant une réalité à comprendre et donnée comme indépendante de lui. [...] Elle brouille l'apparente antinomie du corps et de l'esprit posée par la pensée cartésienne et place plutôt le premier comme le dépositaire du second en assumant comme inévitable la mouvance de leurs relations réciproques.

«Ces gens-là ne veulent pas être lus par le monde, commente Claude Marcil. Le seul moment où ils consentent à descendre de leur tour d'ivoire, c'est quand il y a menace de coupure de subventions.»

Un tel jargon est illisible, c'est vrai; et le fait qu'il soit de mise dans le milieu des arts contemporains ne saurait constituer une excuse. Ainsi, quelqu'un comme Joëlle Morosoli, d'*Espace*, un magazine consacré à la sculpture, peut bien souhaiter que les revues deviennent «des lieux de débats d'idées» : les débats sont difficiles quand le langage de la revue est incompréhensible. Jean-Claude Leblond s'y est tout de même essayé il y a deux ans... et en a perdu le poste de rédaction en chef de *Vie des Arts*. Les revues, c'est un fait, ne sont pas à l'abri des ratés. Mais les médias traditionnels non plus, bien au contraire.

Et pour une revue illisible, combien d'autres sont sérieuses et dirigées par des gens compétents ? Où sont passés la réflexion sur les phénomènes de société, le véritable discours critique, l'analyse, si ce n'est dans les revues ? Que l'on passe ces dernières au crible, qu'on en évalue le contenu, qu'on les décortique : on y trouvera des dossiers élaborés, des mises en perspective, des sujets traités indépendamment des modes... Ce n'est sûrement pas le cas avec les quotidiens, qui parlent d'événements ponctuels et ont pratiquement démissionné en ce qui concerne la culture. «Les commentaires les plus fouillés qu'on ait eus sur nos livres sont toujours venus des revues», dit ainsi Marie Taillon, l'une des responsables des Éditions L'instant même. Ce serait là une idée que partage au moins la majeure partie du monde littéraire, si l'on en croit Anne-Marie Guérineau, directrice de *Nuit blanche*.

Il faut bien l'admettre : les revues rendent service au milieu littéraire. Ne serait-ce que parce qu'elles prolongent la vie des livres. La vie d'un livre en librairie est de trois mois, ce qui, c'est compréhensible, ne plaît ni aux éditeurs ni aux auteurs. Mais parce qu'ils sont généralement trimestriels, les périodiques culturels parlent des «nouveau-tés» souvent juste avant qu'elles ne disparaissent des librairies et leur donnent ainsi un second souffle.

«Voilà une très bonne raison pour soutenir les périodiques», estime Anne-Marie Guérineau. Or, dans le numéro d'été 1993 de *Nuit blanche*, celle-ci s'en prenait aux pratiques des éditeurs :

Que des grandes maisons d'édition diminuent considérablement leurs services de presse, que les magazines qui commentent l'actualité soient tenus de quêter, preuves à l'appui, l'envoi de livres, ce donnant, donnant est-il acceptable ? [...] plusieurs éditeurs et diffuseurs étudient à la loupe le nombre de leurs livres dont il a été traité et le traitement reçu (gare au commentaire négatif !), récompensant ou punissant la plus ou moins grande performance (à leurs yeux) des magazines.





Claude Racine, de *24 images*, souligne des problèmes similaires avec le milieu du cinéma. Nombre de revues, en fait, en disent autant; aussi faudrait-il «une concertation plus grande entre les revues et les milieux concernés; or, le dialogue ne s'est jamais produit», déplore M^{me} Guérineau.

Il semble aussi y avoir peu de «dialogue» entre les revues et la société en général, et c'est là un problème réel que la SODEP espère résoudre en partie avec de meilleures stratégies de promotion. Si, «dans une société complexe comme la nôtre, le besoin d'analyse ne peut pas disparaître», comme le souligne André Thibault, encore faut-il que ces analyses finissent par atteindre un certain public. Ce ne sera jamais celui de *L'actualité* ou d'*Elle Québec*, c'est évident; mais certaines revues conviennent qu'elles pourraient augmenter sensiblement le nombre de leurs lecteurs, que leur lectorat n'a pas encore atteint son plafond.

Elles n'auront du reste pas beaucoup d'autres choix, ne serait-ce que parce que l'État diminue régulièrement son aide financière. Et puis malgré ce qu'elles en disent aujourd'hui, les revues seront bientôt confrontées à un problème supplémentaire : celui de l'épuisement de leurs ressources humaines. À l'heure actuelle, plusieurs magazines comptent encore sur le bénévolat de leurs collaborateurs. Comme le dit Roger Chamberland, directeur et rédacteur en chef de *Québec français* : «On a ainsi une dynamisation de la culture pour pas cher.»

Reste à savoir jusqu'à quand ce bénévolat pourra encore durer. Québec et Ottawa incitent fortement les magazines culturels à payer leurs collaborateurs... sans pour autant augmenter le montant de leurs subventions.

Reste à savoir aussi pendant combien de temps, si les choses restent en l'état, les magazines culturels pourront continuer de publier (les revues savantes, elles, ne semblent pas vraiment en danger). Peut-être le moment est-il venu de se poser ce qui est, pour Jean-Paul Baillargeon, la question fondamentale : notre société veut-elle des revues culturelles ?

1. *Québec français* n'est subventionnée ni par le ministère de la Culture du Québec ni par le Conseil des Arts du Canada; la revue reçoit une aide financière totale d'environ 8 000 \$ par année, que se partagent le ministère de l'Éducation et le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.

2. Jean-Paul Baillargeon, «Les revues savantes et culturelles du Québec au début de la décennie 90», dans *Communications*, vol. 14, n° 1, printemps 93.

3. Autrement dit, la totalité des fonds publics alloués à l'ensemble des revues culturelles et savantes représente 0,22 \$ par Québécois.

4. Nous nous y risquons, tout en sachant combien l'exercice peut être piégé lorsque fait par un périodique culturel. Mais les périodiques culturels sont peut-être aujourd'hui assez matures pour procéder à leur propre analyse.

5. Cité par Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Sainte-Foy, PUL, 1993.

Denis Bélanger



Denis Bélanger

Les Jardins de Méru

Récit

Boréal

De l'auteur de *Rue des Petits-Dortoirs*, un récit autobiographique qui est à la fois le témoignage d'une réalité contemporaine émouvante et un moment littéraire unique qui ouvre des perspectives fascinantes sur le rapport entre la vie et l'écriture.



Boréal

RÉCIT
138 pages
15,95 \$